

Nous dénonçons la violence brutale d'état à l'encontre des manifestants de Hong Kong. Nous demandons aux gouvernements d'ériger des réponses aux objets de litiges subis par les communautés mondiales afin d'arrêter la violence d'état.

[Déclarations simultanées des groupes de citoyens, communautés locales, partis politiques et activistes sociaux en Asie]

Actuellement, en 2019, nous voyons à Hong Kong, des jeunes manifestants qui sont en sang, qui tombent dans les rues, frappés par les autorités gouvernementales et emprisonnés.

En même temps, nous sommes également témoins des réactions des citoyens de Hong Kong qui luttent contre cette violence monstrueuse qu'on leur inflige en occupant ainsi les lieux publics, en manifestant et par conséquent en causant une paralysie dans la ville. Tout cela pour défendre leurs liberté.

Ces derniers subissent de graves violations des Droits de l'Homme. Gravement blessés, certains d'entre eux ont même perdu la vue par des tirs de balles de caoutchouc tirés à moins d'un mètre. La police de Hong Kong a tabassé des secouristes et des journalistes et en plus a arrêté illégalement un grand nombre d'entre eux. Ils ont aussi utilisé les gaz lacrymogènes pour les dispersés, en dépit du fait que c'est extrêmement nocif pour la santé. Le gouvernement est en train d'établir illégalement des dossiers d'empreintes digitales et d'informations personnelles. En représailles, des manifestants ont été licencié de leur travail. Et la mafia chinoise s'est impliquée dans la répression.

Comme nous le savons, la raison pour laquelle les résidents de Hong Kong s'opposent au projet de loi sur l'extradition est due au fait qu'ils n'ont aucune confiance au gouvernement chinois qui réprime et incarcère les dissidents. Ses actions non-démocratiques, la grave inégalité parmi les classes sociales et économiques influencent grandement leur méfiance. (ce qui n'est pas juste un problème en Chine d'ailleurs ...).

Les manifestants ont cinq revendications : le retrait complet de la proposition de loi sur l'extradition ; la démission du chef de l'exécutif , Mme Carrie Lam; la libération des manifestants incarcérés et des excuses pour avoir utilisé le mot "émeute", à propos des manifestations. Cependant, au lieu d'annoncer leur volonté de retirer le projet de loi, le gouvernement de Hong Kong a suggéré une rencontre à huit clos aux présidents des étudiants de huit universités qui ont pris part aux manifestations et a renforcé "la régulation des émeutes" à l'encontre des manifestants.

L'éthique des médias n'est pas plus honorable. Achetés par des capitaux pro-chinois, ils appellent aussi les manifestations, des émeutes (Korean Media, qui fit l'éloge de la résistance de Hong Kong , donnant l'impression d'être opposé au système chinois , a commencé à critiquer la violence des manifestants et non pas celle de la police.) Le problème actuel devrait être aussi débattu en Chine continentale mais le gouvernement chinois a installé un pare-feu

pour empêcher les citoyens de la Chine continentale de comprendre le problème et d'exprimer leurs opinions.

Par expérience, nous savons que l'inflexibilité et la solidarité des manifestations au-delà des frontières est la clé pour briser la chaîne de la violence.

Par conséquent, nous issus de divers pays asiatiques, annonçons une déclaration simultanément pour dénoncer la sévère violation des droits de l'homme à Hong Kong. Et exprimer notre solidarité au peuple de Hong Kong.

Nous rassemblerons nos voix pour faire pression sur le gouvernement chinois ainsi que sur le gouvernement de Hong Kong qui oppresse ses propres citoyens. Sans oublier le gouvernement coréen qui garde le silence.

Nous suggérons de nous unir afin de pouvoir témoigner de cette monstrueuse injustice mais aussi dans le but de lutter ensemble. Connectons nos manifestations dans toute l'Asie et organisons des actions collectives contre la violence d'état et l'oppression capitaliste.

Notre première acte aura lieu en face de la Maison bleue.

Ce vendredi 16 août à 11h, devant la Maison bleue, nous annoncerons un appel de déclaration au gouvernement coréen pour briser le silence et nous ferons une conférence de presse. Nous exigeons à notre gouvernement de cesser d'être silencieux face aux brutales violations des droits de l'homme, qu'elles soient commises en Corée ou à l'étranger.

Nous sollicitons dans toute l'Asie une participation enthousiaste et des actions aux groupes citoyens, aux communautés locales, aux partis politiques et aux activistes sociaux.

13.8.19

**Asian Companions Against Brutality (A.C.A.B)
“Les Compagnons Asiatiques Contre la Brutalité”**

* Source : (Version anglaise, coréenne, chinoise, japonaise)

<https://emmanuelmacrondemission.tistory.com/249>

[HONGKONG] Joint Statement of civic groups, local communities, political parties, social activists around Asia

Traduit par Lilly Alka, Révisé par Anais Maurat

Nous publions ce texte avec le coeur de la solidarité. Un merci spécial à tous les camarades qui ont coopéré à la production de la version française, en particulier les camarades de Fly Rider International News Translation Team.

– Traduit par Lilly Alka, Révisé par Anais Maurat